propositions ne sont pas fondées sur la possibilité de se conformer au principe qui veut que l'imposition soit calculée d'après le montant du revenu et non la manière dont il est gagné.

• (12.40 p.m.)

La proposition fiscale la plus étonnante du gouvernement fédéral est l'élimination de l'impôt sur les biens transmis par décès et de l'impôt sur les dons, qui permettra aux riches de transmettre intacts d'une génération à l'autre leurs grandes richesses héritées. Depuis que les pays industrialisés qui ont institué un régime d'impôt sur le revenu, il existe un principe de base selon lequel le décès des gens fournit l'occasion de procéder à la redistribution des richesses qu'ils ont accumulées. Je ne suis pas un des défenseurs les plus acharnés du régime dit de la libre entreprise, néanmoins je suis prêt à soutenir qu'il ne faut pas empêcher une personne intelligente, dynamique, débrouillarde et industrielle de produire des richesses et d'en garder une partie pour elle-même. Certes, monsieur l'Orateur, nous ne voulons pas d'un régime fiscal qui permette non seulement à quelqu'un d'accumuler par un travail opiniâtre de grandes richesses mais de les transmettre ensuite à ses héritiers sans avoir à payer le moindre impôt.

Prenons le cas d'un homme qui s'est constitué un patrimoine de \$1 million. S'il a quatre enfants, il pourra, à sa mort, léguer \$250,000 à chacun. De leur côté, ses enfants pourront, selon une formule consacrée par l'usage, placer respectivement leurs \$250,000 afin d'en retirer un revenu annuel de l'ordre de \$20,000 à \$25,000. Pendant toute leur vie, ils n'auront jamais besoin de travailler. Voilà ce que nous propose le ministre des Finances dans sa réforme fiscale. Et c'est cela que les députés de Grenville-Carleton (M. Blair) et de Don Valley (M. Kaplan) appuient. Eh bien, qu'ils l'appuient, monsieur l'Orateur! Il est clair comme de l'eau de roche que les Canadiens n'appuieront pas ce genre de proposition.

Je voudrais maintenant montrer, à la lumière de quelques exemples typiques, à quoi aboutiront ces propositions fiscales. Les salariés, y compris les fonctionnaires que représente le député de Grenville-Carleton, seront imposés sur la totalité de leur revenu, qu'il s'agisse des \$5,000 que touchent certains employés travaillant au Parlement ou des \$50,000 que touchera le sous-ministre des Finances si les recommandations du comité Clyne sont mises en application. Cependant, les gains en capital réalisés par d'autres personnes à Ottawa, Toronto ou Montréal ne seront imposés que pour la moitié de leur montant. Les gains fortuits ne seront pas du tout imposables. Les prestations d'assurance-chômage et les allocations de formation de la main-d'œuvre le seront, mais les frais de représentation et frais connexes recevront encore le même traitement de faveur et seront déduits du revenu imposable.

Un électricien d'Ottawa qui doit se rendre à Kingston tous les jours, parce qu'il n'a pu trouver de travail ailleurs, pourra déduire ses frais de voyage, mais jusqu'à concurrence de quel montant, monsieur l'Orateur? Seulement jusqu'à un maximum de \$150. Mais quant à l'avocat, au médecin ou à l'homme d'affaires d'Ottawa, y a-t-il

[M. Orlikow.]

une limite à l'exonération de leurs dépenses? Aucune. Ils seront toujours aussi favorisés.

On a retiré aux nouvelles coopératives l'allégement fiscal de trois ans, mais le dégrèvement accordé aux actionnaires au titre de l'impôt des sociétés passe de 20 à 33 $\frac{1}{3}$ p. 100. C'est cela la justice selon le ministre des Finances.

M. Mahoney: C'est maintenant imposable; ce ne l'était pas auparavant.

M. Orlikow: Le particulier dont le traitement est de \$100,000 par an paiera maintenant \$1,000 de moins d'impôt, tandis que celui qui gagne \$5,000, ne paiera que \$14 de moins. Par contre, la personne qui gagne \$11,000 verra son impôt augmenter de \$78 en vertu des nouvelles dispositions. De très nombreux fonctionnaires touchent \$11,000 par an. Que le député de Grenville-Carleton et le député de Don Valley leur expliquent pourquoi leur impôt sur le revenu augmentera tandis que le particulier dont le revenu est de \$100,000 en paiera moins. Je le répète, le salarié ne peut déduire que \$150 de frais dans le calcul de son impôt, mais l'administrateur à revenu élevé, que l'on voit dans les hôtels, les cabarets et les restaurants de luxe de toutes les grandes villes du pays, pourra continuer à déduire ses frais avec la même liberté que dans le passé.

Parmi les Canadiens qui paieront l'impôt sur le revenu, il y en aura beaucoup dont les revenus sont bien au-dessous du seuil de la pauvreté tel qu'il a été défini par le Conseil économique du Canada, soit \$2,000 pour un célibataire et \$4,000 pour un ménage. Mais, je le répète, un particulier aura maintenant la possibilité de transmettre sa succession d'un million de dollars à ses héritiers et amis sans payer aucun impôt. Bien entendu, le ministre dira qu'il abandonne le domaine de l'impôt sur les successions aux provinces. Comment peut-on créer un régime plus injuste? Comment peut-on créer un imbroglio d'impôts comme rien du tout? L'Alberta, la province dont vient le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Mahoney), a supprimé les impôts sur successions et héritages. Toute personne en Alberta qui dispose d'un million de dollars, peut compter, tant que le gouvernement actuel est au pouvoir, ne pas avoir à payer d'impôts sur ce qu'il léguera à ses enfants.

Je crois avoir donné assez d'exemples pour prouver que même si dans le budget et les bills fiscaux présentés par le ministre des Finances, on a proposé une modification des impôts, on ne peut sûrement pas parler de réforme fiscale. Si tant est qu'il y a un mouvement quelconque en vue d'une plus grande justice fiscale, plus prononcé que ce que nous avons connu au cours des années dont la Commission Carter a dit tant de bien, l'allure de ce mouvement est tellement faible que pour le mesurer, il faudrait utiliser le plus puissant microscope qui existe au Canada.

A mon avis, le budget présenté le 18 juin était désastreux, d'abord pour les chômeurs, et on en compte plus d'un demi-million, et aussi pour leurs familles. Il était désastreux pour tous les Canadiens qui, depuis au moins dix ans, attendaient avec impatience une véritable réforme fiscale. Quiconque prétend que les propositions du ministre constituent une réforme fiscale, ne dit pas la